

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 27 juin — N° 343 — Arrêté complétant l'arrêté n° 361 du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et les agents détachés d'A. O. F. 138
- 27 novembre — N° 3523/D. N. — Arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo rendant applicable au Togo l'arrêté n° 3049 D. N. du 3 octobre 1939, relatif à l'affectation spéciale. 138

1940

- 3 février — N° 58 — Arrêté fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la métropole au cours de l'année 1940. 138
- 5 février — N° 63 — Arrêté modifiant pour l'année 1940 la date des élections pour le renouvellement du bureau de la chambre de commerce. 139
- 9 février — N° 60 — Décision fixant pour l'année 1940 les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation. 139
- 9 février — N° 69 — Arrêté réglementant le commerce de l'or dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France. 139
- 10 février — N° 245 — Télégramme-lettre circulaire relatif aux imposables mobilisés hors du territoire. 141
- 11 février — N° 70 — Arrêté fixant pour 1940 les taux des indemnités à allouer aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance et aux secrétaires des sections de ces sociétés. 141
- 11 février — N° 71 — Arrêté fixant pour 1940 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de

- secours et de prêts mutuels agricoles au Togo à l'exception de la S. I. P. de Klouto. 142
- 11 février — N° 72 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1940 des sociétés indigènes de prévoyance du territoire du Togo. 142
- 14 février — N° 65 — Décision portant nomination du chef du service de la main-d'œuvre. 143
- 14 février — N° 66 — Décision portant nomination du chef du service de l'instruction des plaintes, doléances et revendications. 143
- 14 février — N° 67 — Décision portant nomination du chef intérimaire du bureau des finances et de la comptabilité. 143
- 14 février — N° 76 — Arrêté portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1940. 143
- 14 février — N° 77 — Arrêté portant ouverture de deux écoles de village. 144
- 14 février — N° 78 — Arrêté complétant l'article 2 de l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice. 144
- 15 février — N° 80 — Arrêté fixant le taux de la ration journalière des ressortissants ennemis. 144
- Nominations, mutations, etc. . . concernant le personnel. 144
- Divers : 145

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 3 janvier — Arrêté ministériel fixant les conditions et le programme de l'examen prévu par l'article 6 du décret du 28 juillet 1939 pour le recrutement d'opérateurs radioélectriciens stagiaires. 145

PARTIE NON OFFICIELLE*Avis et communications :*

Extraits des ordonnances de mise sous séquestre de biens ennemis.	148
Domaines	148
Bulletin météorologique.	150

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Retenues d'hôpital**

ARRETE N° 343 complétant l'arrêté n° 361 du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et les agents détachés d'A. O. F.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 16 octobre 1937 complétant l'article 117 du décret susvisé du 2 mars 1910;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et des agents détachés d'A. O. F.;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 361 susvisé du 3 juillet 1934 est ainsi complété :

Art. 4 bis (nouveau). — Aucune retenue d'hôpital ne sera effectuée sur la solde du personnel infirmier en traitement pour accidents ou maladies survenus pendant ou à l'occasion du service et dûment constatés par le médecin de la résidence.

Art. 4 ter (nouveau). — Les fonctionnaires, employés et agents des cadres locaux européens et indigènes du Togo, ou en service détaché au Togo, en traitement dans les hôpitaux pour blessures reçues en service commandé et dûment constatées dans la forme ordinaire, ne subiront aucune retenue d'hôpital.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 4525/S du 13 décembre 1939).

Affectations spéciales

ARRETE N° 3523 D. N. rendant applicable au Togo l'arrêté n° 3049 D. N. du 3 octobre 1939 relatif à l'affectation spéciale.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 mai 1939, portant nouveau règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mai 1928 en ce qui concerne l'affectation spéciale;

Vu l'arrêté n° 3049 D. N. du 3 octobre 1939, pour l'application en Afrique occidentale française du décret du 15 mai 1939 précité;

Vu le T. O. n° 162 du 22 novembre 1939 du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables au Togo les dispositions de l'arrêté n° 3049 D. N. du 3 octobre 1939 du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, pour l'application du décret du 15 mai 1939, portant nouveau règlement d'administration publique en ce qui concerne les dispositions de la loi du 31 mai 1928 visant l'affectation spéciale.

ART. 2. — Le Gouverneur des colonies, Commissaire de la République du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 27 novembre 1939.

LÉON CAYLA.

(Voir Arrêté général n° 3049 D. N. du 3 octobre 1939 au J. O. A. O. F. — supplément du 7 octobre 1939.

Erratum et addendum au même arrêté au J. O. A. O. F. du 11 novembre 1939 — page 1564).

Constitution de provision pour les dépenses à effectuer dans la métropole

ARRETE N° 58 fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole au cours de l'année 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929, fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le radiotélégramme officiel n° 19 en date du 29 janvier 1940 du Haut-Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le budget local du Togo pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pendant l'année 1940 est fixé à cinq cent mille francs (500.000 frs.).

ART. 2. — La provision devra être constituée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen d'un mandat au chapitre d'ordre du budget local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Chambre de commerce

ARRETE N° 63 modifiant pour l'année 1940 la date des élections pour le renouvellement du bureau de la Chambre de Commerce.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce;

Vu le rapport n° 27 en date du 5 janvier 1940 du chef du bureau des affaires politiques, administratives et économiques;

Vu l'avis de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et pour l'année 1940, seulement sont modifiées comme suit les dates des opérations de renouvellement du bureau de la Chambre de Commerce pour la période 1940-1941, telles qu'elles avaient été fixées par l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 sus-visé :

Etablissement définitif de la liste électorale :

15 février 1940.

Approbation de la liste électorale par le Commissaire de la République en conseil d'administration :

1^{er} mars 1940.

Convocation du Collège électoral dans la première quinzaine du mois d'avril 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Villages de ségrégation

DECISION N° 60 fixant pour l'année 1940 les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938, portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation pour l'année 1940 sont fixés comme suit :

CERCLE DE KLOUTO

Village d'Akata :

Catégorie A et B	22 frs. 50 par mois.
— C	30 frs. — par mois.

CERCLE DE SOKODÉ

Village de Kolowaré :

Catégorie A	12 francs par mois.
— B	18 francs par mois.
— C	25 francs par mois.

L'allocation allouée à certains grands malades, totalement impotents, désignés par décision de la commission de surveillance prévue à l'arrêté du 25 janvier 1938 sus-visé, sera majorée de 0 fr. 25 par jour.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Commerce de l'or

ARRETE N° 69 réglementant le commerce de l'or dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au territoire;

Vu le décret du 22 septembre 1935 relatif au délit d'usure et fixant le taux de l'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine, et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat le décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées et autorisées;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif aux intermédiaires;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations en temps de guerre;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 182 du 17 septembre 1939 déléguant au Commissaire de la République au Togo pleins pouvoirs pour accorder les autorisations prévues par le décret du 9 septembre 1939;

ARRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Sont subordonnées à l'autorisation du Commissaire de la République, dans les conditions fixées ci-après, toutes cessions, négociations, importations, exportations et autres opérations sur les matières d'or, telles que ces opérations sont définies par le titre III du décret du 9 septembre 1939 qui fixe les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi du 9 septembre 1939 sus-visé.

TITRE II

COMMERCE DE L'OR DE PRODUCTION INDIGÈNE

ART. 2. — L'or de production indigène ne pourra être acheté que par des commerçants titulaires d'une patente spéciale d'acheteur d'or. Ces acheteurs seront dans l'obligation de revendre l'intégralité de l'or acheté par eux aux établissements commerciaux mentionnés à l'article suivant.

ART. 3. — Le Commissaire de la République désignera par arrêté les établissements commerciaux qui seront autorisés à acheter l'or brut aux commerçants visés à l'article précédent, après consultation, le cas échéant, du représentant de la Banque d'émission.

Les établissements commerciaux autorisés devront tenir une comptabilité spéciale des opérations effectuées sur l'or brut, tant en poids qu'en valeur, avec indication précise pour chaque opération effectuée des noms de vendeurs. Cette comptabilité sera tenue sur un livre spécial coté et paraphé par l'autorité administrative.

Ces livres devront être représentés à toute réquisition des officiers de police judiciaire, des agents des douanes, des fonctionnaires des contributions directes et des agents auxquels le droit de communication en matière fiscale a été conféré par la réglementation locale.

ART. 4. — Les établissements commerciaux visés à l'article 3 ci-dessus sont autorisés à vendre l'or qu'ils détiennent à la Banque de l'Afrique occidentale dans les conditions qui seront fixées par l'institut d'émission.

L'exportation de l'or sera subordonnée à une autorisation du Commissaire de la République, spéciale pour chaque envoi et accordée dans les conditions fixées au titre IX du présent arrêté.

Il est interdit aux établissements commerciaux autorisés de vendre à l'intérieur de la colonie de l'or brut à toute personne physique ou morale autre que la Banque d'émission.

TITRE III

CIRCULATION DE L'OR BRUT

ART. 5. — a) Il est interdit aux orpailleurs indigènes de transporter une quantité d'or supérieure à 50 grammes. Le transport d'une seule pépite ou d'une fraction de pépite n'est pas soumis à cette limitation de poids.

b) Les acheteurs patentés visés à l'article 2 n'auront droit de transporter librement de l'or que dans la circonscription administrative où la patente leur aura été délivrée.

c) Les établissements commerciaux autorisés à l'article 3 auront le droit de transporter de l'or à

l'intérieur du territoire ou de l'expédier à destination de toute localité du territoire, sous la réserve que l'envoi soit accompagné d'un laissez-passer établi par l'autorité administrative du cercle ou de la subdivision où réside l'établissement commercial expéditeur.

d) Toute circulation de l'or brut autre que celles envisagées aux paragraphes a, b, c ci-dessus est interdite.

TITRE IV

COMMERCE DE L'OR AUTRE QUE CELUI DE PRODUCTION INDIGÈNE

ART. 6. — Les particuliers ou sociétés privées concessionnaires ou exploitants de mines d'or sont soumis au même régime que les établissements commerciaux visés à l'article 3 tant en ce qui concerne l'autorisation d'achat que la tenue d'une comptabilité spéciale, la circulation, la vente et l'exploitation de l'or.

TITRE V

COMMERCE DES BIJOUX ET OBJETS EN OR

ART. 7. — Le commerce des bijoux portant la marque du poinçon de garantie est libre dans l'intérieur du territoire ainsi que le commerce des bijoux travaillés en or indigène.

Sont considérés comme objets d'or et non comme bijoux travaillés en or indigène les anneaux, torsades, plaques et autres objets en or indigène d'une facture grossière et qui ne sont pas des objets personnels habituellement utilisés ou portés par leurs possesseurs. Ces objets d'or ne peuvent être vendus par leurs possesseurs qu'aux établissements commerciaux autorisés visés à l'article 3.

TITRE VI

OR MONNAYÉ

ART. 8. — Les opérations d'achat et de vente d'or monnayé, qu'il s'agisse de monnaies françaises ou étrangères, ne pourront être effectuées que par l'intermédiaire de la Banque de l'Afrique occidentale dans les conditions qui seront fixées par l'institut d'émission.

TITRE VII

CONTRAT DE DÉPÔT

ART. 9. — La Banque de l'Afrique occidentale est seule habilitée à passer des contrats de dépôt portant sur les matières d'or. L'autorisation du Commissaire de la République devra être donnée préalablement à la conclusion de tout contrat de l'espèce.

TITRE VIII

CONTRATS DE GAGE

ART. 10. — Tout commerçant qui voudra recevoir en nantissement des bijoux et des objets en matière d'or à compter de la publication du présent arrêté devra se munir d'une autorisation spéciale qui sera délivrée par le Commissaire de la République après avis de la Banque d'émission. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'aux commerçants acquittant une patente rangée dans l'une des sept premières classes du tableau faisant l'objet de l'arrêté n° 34 du 13 janvier 1937. Cette autorisation est toujours révocable.

ART. 11. — Il ne pourra être prêté que des espèces contre la remise en nantissement de bijoux ou objets en matières d'or.

ART. 12. — A l'échéance du prêt l'emprunteur devra, pour retirer son gage, remettre au créancier une somme égale à celle qui lui a été avancée augmentée des intérêts dont le taux ne pourra en aucun cas excéder le taux légal, actuellement fixé par le décret du 22 septembre 1935 promulgué au Togo par arrêté n° 476 du 11 octobre 1935.

ART. 13. — Les prêts sur bijoux et objets d'or devront être remboursés dans le délai d'un an au plus à l'expiration duquel la vente des objets d'or en nantissement sera effectuée.

ART. 14. — Les commerçants autorisés à recevoir en nantissement des bijoux et des objets en matières d'or devront tenir un registre spécial où seront inscrites dans l'ordre chronologique les opérations de gages effectuées. Ce registre sera préalablement coté et paraphé par le président du tribunal de première instance ou, à défaut, par l'administrateur du cercle et devra être représenté à toute réquisition de l'autorité administrative.

ART. 15. — Les commerçants qui détiendraient en gages des bijoux et objets d'or à la date de publication du présent arrêté seront astreints à demander une autorisation au Commissaire de la République. Ils devront faire connaître dans leur demande la nature et la valeur des gages qu'ils détiennent, l'identité des propriétaires et la date à laquelle ont été souscrits les prêts.

Les commerçants qui ne seraient pas autorisés à recevoir en nantissement des bijoux et objets d'or seront dans l'obligation soit de se faire rembourser par le propriétaire, soit de réaliser les gages dans les délais et conditions prévues par l'article 13 ci-dessus.

TITRE IX

IMPORTATION ET EXPORTATION DE MATIÈRES D'OR

ART. 16. — Toute importation ou exportation de matières d'or est subordonnée à une autorisation préalable du Commissaire de la République. Les demandes d'autorisation doivent être adressées par l'intermédiaire de la Banque de l'Afrique occidentale sur une formule conforme à l'annexe 3 jointe à l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939, précisant les opérations prohibées ou autorisées.

Les autorisations devront être présentées à la douane en même temps que les déclarations d'importation ou d'exportation. Toute exportation sera en outre subordonnée à la souscription d'un acquit à caution réglementaire garantissant l'arrivée de l'or à destination.

Toutefois seront dispensées de la formalité de l'acquit à caution les expéditions d'or autorisées et effectuées par le service public postal en valeur déclarée sur la France métropolitaine exclusivement.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 17. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi que la tentative de ces mêmes infractions seront punies des peines prévues par l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant et réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

En vertu des dispositions prévues à l'article 4 précité les matières d'or faisant l'objet d'infractions pourront être saisies lors de la constatation de l'infraction.

La poursuite des infractions ne peut être exercée que sur la plainte du Commissaire de la République.

Les divers droits de communication prévus au profit des administrations fiscales par la réglementation en vigueur dans le territoire du Togo peuvent être exercés en vue de l'application du présent arrêté.

ART. 18. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1940.

L. MONTAGNE.

Imposables mobilisés hors du Territoire

TELEGRAMME — Lettre circulaire n° 245.

Commissaire République
à Commandants Cercles

La question a été posée de déterminer quel était le lieu d'imposition à l'impôt sur le revenu des contribuables dont la résidence habituelle était fixée dans une colonie avant leur appel sous les drapeaux et qui sont mobilisés dans un corps de troupes stationné dans une autre colonie ou un autre territoire.

La règle à suivre en cette matière devra être la suivante : les contribuables, mobilisés hors du Togo où ils possédaient leur résidence habituelle, c'est-à-dire leur domicile de fait avant leur mobilisation, devront être considérés comme imposables au lieu de ce domicile tant qu'ils n'apporteront pas la preuve qu'au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ils ont effectué un changement de domicile, c'est-à-dire lorsqu'ils ont une habitation à leur disposition dans une localité en dehors du Territoire et qu'ils ont déclaré avoir l'intention d'y fixer leur principal établissement.

En conséquence, les contribuables mobilisés et notamment les fonctionnaires payés sur les budgets local ou annexe du Togo conserveront le domicile qu'ils avaient au Togo avant leur mobilisation, sauf le cas de déclaration expresse de changement de domicile.

Vous voudrez bien en conséquence faire toute diligence pour l'inscription aux rôles de l'impôt personnel et taxe additionnelle des contribuables se trouvant dans ces conditions : il vous appartient à cet effet de vous reporter aux prescriptions des articles 12 et suivants de l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 — Le cas échéant, vous pourrez procéder à la taxation d'office ; le Bureau des Finances vous fournira à cet effet, les éléments nécessaires, en ce qui concerne les fonctionnaires et agents de l'Administration.

Je vous rappelle que les contribuables mobilisés sont exemptés des prestations.

Lomé, le 10 février 1940.

L. MONTAGNE.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

Indemnités

ARRETE N° 70 fixant pour 1940 les taux des indemnités à allouer aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance et aux secrétaires des sections de ces sociétés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo modifié par les décrets du 20 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 599 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes de prévoyance du territoire modifié par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels des indemnités à allouer en 1940 aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire sont fixés comme suit :

Sociétés indigènes de prévoyance d'Anécho, Atakpamé, Klouto	1.800 francs
Société indigène de prévoyance de Sokodé	1.500 —
Sociétés indigènes de prévoyance de Tsévié, Lama-Kara et Mango	1.200 —
Sociétés indigènes de prévoyance de Lomé et Bassari	900 —

ART. 2. — Le taux de l'indemnité à allouer en 1940 aux secrétaires des sections des sociétés indigènes de prévoyance est fixé à dix francs par vacation, sans que le total annuel puisse dépasser deux cents francs.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Taux des cotisations

ARRETE N° 71 fixant pour 1940 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo à l'exception de la S. I. P. de Klouto.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 599 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes du territoire modifié par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1940 :

Sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho	4 francs
--	----------

Sociétés indigènes de prévoyance d'Atakpamé, Mango	3 —
Sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari	2 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Budgets

ARRETE N° 72 approuvant et rendant exécutoires les budgets 1940 des sociétés indigènes de prévoyance du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par les arrêtés nos 116 du 24 février 1938 et 287 du 21 mai 1938;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des sociétés;

Vu les délibérations en date des 13 janvier et 7 février 1940 de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance au territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1940 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après, en recettes et en dépenses :

S. I. P. de Lomé :

Soixante-neuf mille cent seize francs (69.116 francs).

S. I. P. de Tsévié :

Cent soixante-deux mille deux cent quatre-vingt-dix francs (162.290 francs).

S. I. P. d'Anécho :

Trois cent quarante-huit mille quatre cent soixante-six francs (348.466 francs).

S. I. P. d'Atakpamé :

Deux cent quarante-cinq mille francs (245.000 frs.).

S. I. P. de Sokodé :

Cent quatorze mille cinq cents francs (114.500 frs.).

S. I. P. de Lama-Kara :

Cent trente-trois mille cinq cents francs (133.500 frs.).

S. I. P. de Bassari :

Cinquante-quatre mille trois cent vingt-six francs (54.326 francs).

S. I. P. de Mango :

Cent soixante-quinze mille sept cent soixante-quatre francs soixante-quinze centimes (175.764 frs. 75).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1940.
L. MONTAGNÉ.

Service de la main-d'œuvre

DECISION N° 65 portant nomination du chef du service de la main-d'œuvre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 636 D.N. du 2 septembre 1939 portant création du service de la main-d'œuvre en temps de guerre;

Vu les nécessités de service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. Foursaud, administrateur de 2^e classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République, est chargé cumulativement avec ses fonctions de celles de chef du service de la main-d'œuvre, en remplacement de M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, rentré en France en congé de convalescence.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.
L. MONTAGNÉ.

Service de l'instruction des plaintes, doléances et revendications

DECISION N° 66 portant nomination du chef du service de l'instruction des plaintes, doléances et revendications.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 38 du 18 janvier 1939 créant le service de l'instruction des plaintes, doléances et revendications;

Vu les nécessités de service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. Foursaud, administrateur des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République, est chargé cumulativement avec ses fonctions actuelles de celles de chef du service de l'instruction des plaintes, doléances et revendications, en remplacement de M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, titulaire d'un congé de convalescence.

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 13 février 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.
L. MONTAGNÉ.

Bureau des Finances et de la comptabilité

DECISION N° 67 portant nomination du chef intérimaire du bureau des finances et de la comptabilité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les nécessités de service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. Milleliri, adjoint principal des services civils, est nommé chef par intérim du bureau des finances et de la comptabilité du commissariat de la République, en remplacement de M. Bérard, administrateur-adjoint des colonies.

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 13 février 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.
L. MONTAGNÉ.

Plans de campagne des prestations pour l'année 1940

ARRETE N° 76 portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant à nouveau l'assiette de l'impôt des prestations;

Vu l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de la conversion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés, et rendus exécutoires les plans de campagne des prestations pour l'année 1940 des cercles et subdivisions ci-après :

Cercle de Lomé . . .	Subdivision de Tsévié
Cercle d'Anécho . . .	
Cercle du Centre . . .	Subdivision d'Atakpamé
	Subdivision de Klouto
	Subdivision de Sokodé
Cercle du Nord . . .	Subdivision de Bassari
	Subdivision de Lama-Kara
	Subdivision de Mango

ART. 2. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision intéressés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.
L. MONTAGNÉ.

Enseignement**Ecoles de village****ARRETE N° 77 portant ouverture de deux écoles de village**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

Après avis des commandants de cercle intéressés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Deux écoles sont ouvertes dans les localités suivantes :

Vogan (cercle d'Anécho),

Bidjenga (subdivision de Mango).

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet à compter du 1^{er} mars 1940, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Compagnie de Milice**ARRETE N° 78 complétant l'article 2 de l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les territoires à mandat;

Vu l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice;

Vu l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice;

Sur la proposition du capitaine commandant les forces de police du Togo;

Vu l'approbation ministérielle notifiée par câble n° 24 en date du 9 février 1940 du Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 — *Solde d'absence* — de l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois les miliciens dont la solde annuelle est inférieure à 2.500 francs ne subiront aucune retenue pendant la durée de leur hospitalisation ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

Ressortissants ennemis internés**ARRETE N° 80 fixant le taux de la ration journalière des ressortissants ennemis.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la circulaire ministérielle n° 1422 en date du 15 novembre 1939 relative à l'internement des ressortissants ennemis;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la ration journalière des ressortissants ennemis internés au Togo est fixé à dix francs (10 francs).

La dépense correspondante est imputable au chapitre XVII, dépenses imprévues, article 2, du budget local du territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 février 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Affectations**

Par décisions des :

4 février 1940. — M. Barbero, administrateur-adjoint des colonies, mobilisé avec le grade de caporal de réserve et affecté à la compagnie des forces de police du Togo, est chargé de mission pour une période de trois mois pour exercer les fonctions de chef de la subdivision administrative de Sokodé et de président du tribunal du premier degré de Sokodé, en remplacement de M. Lauqué, adjoint principal des services civils.

M. Lauqué, adjoint principal des services civils, conserve ses fonctions d'agent spécial, de dépositaire comptable et de surveillant-chef de la prison de Sokodé.

4 février 1940. — M. Horard Léon, chef ouvrier d'art hors classe des travaux publics du Togo, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du nord pour l'exécution du plan de campagne de l'année 1940.

M. Horard exercera en outre les fonctions de directeur de l'école professionnelle de Sokodé en remplacement de M. Stoll.

Inspection des écoles

Par décision n° 54 du :

8 février 1940. — L'article 2 de la décision n° 848 du 11 décembre 1939 est abrogé.

M. Aquéréburu, instituteur de 5^e classe du cadre supérieur de l'enseignement, est chargé provisoirement, durant la mobilisation de M. Champion, de l'inspection des écoles du nord.

DIVERS**Associations**

Par arrêté n° 64 du :

5 février 1940 — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 516 du 14 septembre 1937 autorisant la création à Lomé d'un comité fédéral des sports du Togo.

Par arrêté n° 73 du :

14 février 1940. — Est approuvée la modification apportée aux statuts du « Club Athlétique de Lomé » telle qu'elle figure en annexe au présent arrêté.

Par arrêté n° 74 du :

14 février 1940. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une association dénommée « Groupement Maraîcher de Lomé » dont le siège est à Lomé et dont le but est de développer la culture des légumes d'Europe.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Contrôle postal

Par décision n° 68 du :

14 février 1940. — M. Borne, capitaine d'infanterie coloniale, chef du bureau militaire du commissariat de la République, est nommé président de la commission centrale de contrôle de la correspondance postale et télégraphique, en remplacement de M. de Saint-Alary administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, rentré en France en congé de convalescence.

Justice indigène

Par arrêté n° 67 du :

9 février 1940. — M. Mouragues, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé membre titulaire du tribunal colonial d'appel.

M. Sanson, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel.

M. de Guise, adjoint des services civils, est nommé « administrateur ad hoc » et en cette qualité membre suppléant du tribunal colonial d'appel.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 66 du :

9 février 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Attiogbé, Ayité, Antoine, né vers 1898 à Anécho (Togo), condamné par arrêt rendu le 28 juin 1938 par la Cour d'Assises du Togo à quatre ans de prison et 500 francs d'amende, pour complicité d'abus de confiance qualifié, complicité d'usage de faux en écriture de commerce.

Le nommé Attiogbé, Ayité, Antoine est astreint à la résidence obligatoire à Lomé jusqu'au 27 juillet 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

A compter de la date prévue au paragraphe précédent, le séjour dans les cercles du territoire autres que ceux de Lomé et d'Anécho, est interdit au nommé Attiogbé, Ayité, Antoine pour toute la durée fixée par l'arrêt susvisé du 28 juin 1938 de la Cour d'Assises du Togo.

Par arrêté n° 79 du :

15 février 1940. — Le nommé Dovi dit Avoun, né à Zowla-Kpoguédé (cercle d'Anécho) vers 1884, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho, pour la durée fixée par le jugement du 13 février 1939 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

Sociétés indigènes de Prévoyance**Rôles**

Par arrêté n° 75 du :

14 février 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs 1940 des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance dont le détail suit :

Tsévié : Cinquante-six mille deux cent vingt-huit francs (56.228 frs.).

Atakpamé : Soixante-quatorze mille huit cent quatre vingt-dix-huit francs (74.898 frs.).

Sokodé : Quarante et un mille cent soixante francs (41.160 frs.).

Bassari : Vingt-six mille neuf cent douze francs (26.912 frs.).

Mango : Quatre-vingt-douze mille sept cent soixante-douze francs (92.772 frs.).

Textes publiés à titre d'information**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Recrutement d'opérateurs radioélectriciens**

CONDITIONS de l'examen ouvert aux titulaires 1^o du certificat d'opérateur de 2^e classe des P. T. T., 2^o du certificat de chef de posteradiotélégraphiste; 3^o du brevet élémentaire; 4^o de radioélectricien de l'armée de terre pour prétendre à l'emploi d'opérateur radioélectricien stagiaire du cadre général des colonies.

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu l'article 6 du décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

Sur la proposition du directeur du personnel et de la comptabilité et du directeur des affaires économiques;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le programme de l'examen prévu par l'article 6 du décret du 28 juillet 1939 comporte les épreuves suivantes :

NATURE DES ÉPREUVES	DURÉE	Coefficient
Mathématiques	2 H. 1/2	2
Radioélectricité	3 H.	3
Physique	2 H. 30	2
Dessin	1 H. 30	1
Technologie	2 H.	1
Rédaction sur un sujet général n'exigeant pas de connaissances spéciales	1 H. 30	1

Ces épreuves portent sur les matières du programme annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Chaque épreuve est cotée de 0 à 20. Pour être déclaré admis, le minimum de points à obtenir est fixé à 100, après application des coefficients.

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

ART. 3. — Les sujets de chaque épreuve sont choisis par le directeur des affaires économiques ou le chef du service des liaisons postales et radioélectriques du ministère des colonies, son délégué.

Les commissions locales de surveillance des candidats sont fixées, selon le cas, par le gouverneur général ou le gouverneur qui transmet les compositions au ministère des colonies dans le moindre délai et, — pour les candidats résidant dans la métropole, — par le ministère des colonies (direction du personnel).

ART. 4. — Les épreuves sont centralisées au ministère des colonies (direction des affaires économiques — service des liaisons radioélectriques) et corrigées par une commission présidée par le chef de ce service, assisté de deux ingénieurs radioélectriciens du cadre général ou, à défaut, de deux ingénieurs du cadre général des travaux publics, à la désignation du directeur du personnel et de la comptabilité.

Un rédacteur de la direction du personnel fait fonction de secrétaire.

ART. 5. — Les demandes des candidats, établies sur papier timbré, sont adressées au ministère des colonies (direction du personnel) au moins deux mois avant la date de l'examen.

La date de l'examen est fixée par le département quatre mois à l'avance et notifiée aux chefs des territoires administrés par le ministère des colonies.

Les candidats sont avisés de leur admission ou de leur non admission à prendre part à l'examen.

Il leur est indiqué le lieu où ils doivent subir les épreuves.

ART. 6. — Les candidats reçus en sont avisés par lettre officielle du département.

ART. 7. — Le directeur du personnel et le directeur des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 janvier 1940.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

PROGRAMME de l'examen d'admission à l'emploi d'opérateur radioélectricien stagiaire des colonies.
(Art. 6 du décret du 28 juillet 1939).

MATHÉMATIQUES

1^o — Arithmétique. Numération décimale. Les quatre opérations fondamentales et leurs applications.

Caractères de divisibilité — Plus grand commun diviseur. Plus petit multiple commun. Nombres premiers.

Fractions : Opérations sur les fractions. Nombres décimaux. Puissance et racines.

Système métrique.

Rapports et proportions. Grandeurs proportionnelles. Règles de trois.

2^o — Algèbre. Notions préliminaires. Expressions algébriques. Opérations. Fractions algébriques.

Equations du premier degré, principes. Résolution de l'équation du premier degré à une inconnue. Problèmes. Résolution d'un système de deux équations à deux inconnues.

Résolution de l'équation du deuxième degré.

Progressions (Etude simple).

Logarithmes (Définition et usage).

3^o — Géométrie. Ligne droite et plan. Angles. Angles dièdres.

Perpendiculaires et obliques à une droite et à un plan.

Parallélisme, angles formés par une droite qui coupe deux parallèles.

Notions sur la symétrie.

Polygones — Carré — Rectangle — Parallélogramme.

Triangles — Cas d'égalité — Propriétés et cas d'égalité des triangles-rectangles.

Théorème des trois perpendiculaires.

Circonférence — Propriétés — Positions relatives de deux circonférences.

Longueurs proportionnelles — Homothétie et similitude, triangles semblables. Théorème de Pythagore — Puissance d'un point par rapport au cercle — Construction d'une quatrième proportionnelle, d'une moyenne proportionnelle.

Polygones réguliers, longueur de la circonférence.

Aire des polygones, du cercle.

Propriétés et calcul du volume et de la surface latérale des corps ci-après : prisme, pyramide, cône, cylindre et sphère.

4^o — Trigonométrie. Définition des lignes trigonométriques. Valeurs des lignes trigonométriques des angles de 30° 60° 45°. Résolution des triangles-rectangles.

MÉCANIQUE ET PHYSIQUE

1^o — Mécanique. Forces, dynamomètre, composition et décomposition des forces concourantes et parallèles, couples, équilibre des forces, moment des forces, énoncé du théorème de Varignon.

Centre de gravité. Équilibre d'un corps pesant suspendu par un de ses points, ou reposant sur un plan horizontal.

Mouvement rectiligne uniforme, vitesse, mouvement de rotation uniforme, vitesse angulaire. Rapport des vitesses de deux poulies réunies par une courroie, ou de deux roues s'entraînant par friction ou par dents d'engrenage.

Travail des forces — Puissance — Unités.

Machines simples — Travail moteur et travail résistant — Travail utile (Rendement, levier, treuil, poulie, moufle, plan incliné. Conservation du travail. Force vive (énoncé du théorème).

Mouvement varié, vitesse moyenne. Mouvement uniformément accéléré ou retardé — Accélération Masse.

Force centrifuge, applications, volants.

Notions sur la Pendule simple, isochronisme des oscillations.

Mouvements composés. Composition de deux mouvements rectilignes et uniformes, d'un mouvement rectiligne uniforme et d'un mouvement uniformément accéléré. Trajectoire — Bielle et manivelle. Excentrique.

Résistance passive — Frottement, coefficient de frottement. Travail absorbé par les frottements, freins — Frottement de roulement.

2^o — Pesanteur et hydrostatique — Chute des corps — Poids balance.

Hydrostatique — pression, vases communicants — Principe d'Archimède — Densités, corps flottants.

Pneumatique — Pression — Baromètre — Manomètre — Loi de Mariotte.

3^o — Chaleur — Température, dilatations, thermomètres, coefficients de dilatation.

Équivalent mécanique de la chaleur.

Changements d'état — Chaleur de fusion, de vaporisation. Vapeurs saturantes et non saturantes — Ebullition.

Notions sur la machine à vapeur.

4^o — ELECTRICITÉ THÉORIQUE ET INDUSTRIELLE.

a) — *Courant continu*

Propriétés — Electrolyse — Intensité du courant — Résistance — Force électromotrice — Loi d'Ohm — Formule de Kirchhoff.

Loi de Joule — Eclairage électrique — Coupe-circuit — Rhéostats — Pont de Wheatstone — Shunts — Piles électriques Couplage et rendement.

Accumulateurs — Principe — Charge et décharge — Capacité — Rendement — Entretien.

b) — *Magnétisme et électromagnétisme*

Aimant — Champ magnétique — Définition expérimentale — Expérience sur les spectres magnétiques — Lignes de force — Flux de Force à travers une surface — Champ magnétique terrestre — Déclinaison — Inclinaison — Boussoles.

Champ magnétique créé par un courant — Règle d'Ampère — Expérience d'Oersted Solénoïde — Galvanomètre à aimant mobile — Ampèremètre à aimant permanent.

Coefficient d'induction — Self induction d'un circuit — Coefficient d'induction mutuelle entre deux circuits — Henry Microhenry.

Action d'un champ magnétique fixe sur un courant mobile.

Loi de Laplace — Galvanomètre à cadre mobile — Ampèremètre — Voltmètre.

Alimentation par les champs magnétiques — Courbes d'aimantation — Hystérésis — Electro — Aimant — Télégraphe morse; Relais, Sonneries.

Induction — Loi fondamentale — Expression de la F. E. M. d'induction.

Etablissement du courant dans un circuit comprenant une F. E. M. constante, une résistance et une self. Extra courant.

Bobine d'induction.

Courant Foucault.

Principe de la téléphonie.

Machine à courant continu. Génératrice — Principe — Expression de la F. E. M. Différents modes d'excitation — Caractéristiques, à vide et en charge — Réaction d'induit dans les dynamos. Moteur à courant continu — Réversibilité des dynamos — Principe modes d'excitation — Principe de fonctionnement d'un moteur branché sur une source à différence de potentiel constante. Calage des balais.

c) — *Electricité statique*

Principe de la condensation — Condensateurs — Capacité d'un condensateur — Groupement des condensateurs — Energie emmagasinée dans un condensateur chargé.

d) — *Courant alternatif*

Production — Propriétés générales caractérisant les courants alternatifs — Période — Fréquence — Pulsation.

Différence de phase — Intensité efficace — Impédance.

Influence de la self induction et de la capacité dans un circuit parcouru par un courant alternatif — Expression de la puissance d'un courant alternatif — Facteur de puissance — Résonance dans un circuit compre-

nant résistance, self capacité et aux bornes duquel on établit une différence de potentiel alternative — Courant polyphasé — Propriétés des courants triphasés — Montage en étoile et en triangle.

Alternateurs — Transformateurs — Moteurs asynchrones.

e) — *Distribution*

Réseau de distribution continu alternatif, monophasé, diphasé, triphasé.

Haute tension — Appareillage de cabines — Interrupteurs, inverseurs, disjoncteurs, compteurs, Danger de la haute tension — Précaution à prendre.

RADIOÉLECTRICITÉ

a) — *Généralités*

Etude d'un circuit oscillant — Charges et décharge d'un condensateur.

Formule de Thomson — Amortissement.

Etude de deux circuits oscillants réagissant l'un sur l'autre.

b) — *Mesures*

Résistance en haute fréquence — Intensité; ampèremètre H. F. mesures des longueurs d'ondes — Ondemètres.

Mesures de self et de capacité — Capacité propre des bobines. Capacité répartie des antennes — Mesures des constantes d'une antenne.

c) — *Emission*

Emission à ondes amorties — Emission par lampes différentes montage; organes principaux d'un poste émetteur à lampes. Puissance dissipée sur les plaques — Rendement. Modulation.

d) — *Réception*

Détendeur à galène — Détention par lampe à 3 électrodes — Mécanisme de la détection.

Amplification haute et basse fréquence par lampe Réception avec hétérodyne.

Changement de fréquence. Appareils à changement de fréquence.

Récepteurs spéciaux pour ondes courtes.

Accessoires de réception: casques.

NOTA, — Les appareils à superréaction ne sont pas au programme.

e) — *Notions sur les antennes*

Antennes en L; en T; en parapluie — Antennes pour ondes courtes.

Rayonnement et propagation — Longueur d'onde.

f) — *Ondes dirigées — Radiophares Radiogoniométrie*

Ondes dirigées — Radiophares — Différents systèmes.

Câbles de guidage électromagnétiques.

Radiogoniométrie — Compensation des cadres — Lever de doute.

TECHNOLOGIE

Propriétés des métaux et alliages — Fers, fontes, aciers, trempe, recuit.

Principales opérations d'usinage, forgeage, brasage, soudure, tournage, perçage, alésage, mandrinage, filetage et taraudage, fraisage; etc...

Outils courant, outillage de force, outillage d'ajustage et de vérification, notions sur les différentes machines-outils — Renvois et transmissions, engrenages.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

EXTRAITS DES ORDONNANCES
DE MISE SOUS SEQUESTRE DE BIENS ENNEMISApplication du décret du 1^{er} septembre 1939Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale Française
TRIBUNAL DE LOMÉ (TOGO)

DATE DE LA DÉCISION RENDUE	NOM, ADRESSE ET PROFESSION DU PROPRIÉTAIRE DONT LES BIENS ONT ÉTÉ PLACÉS SOUS SEQUESTRE	NATURE DES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX, INDUSTRIELS ET AGRICOLÉS	NATURE ET SITUATION DES BIENS MIS SOUS SEQUESTRE	NOM, QUALITÉ ADRESSE DE L'ADMINISTRATEUR SEQUESTRE
9 Février 1940	DEUTSCHE TOGO GESELLSCHAFT Etablissement principal à Lomé.	Maison de Commerce Importation et Exportation.	Marchandises diver- ses se trouvant à Lomé et dans les succursales de : Anécho — Atakpamé — Tsévié.	PHILIPPE Receveur des Domaines à Lomé

DOMAINES

Par décision n° 70 du :

15 février 1940. — Une commission composée de :
M. le Commandant de la subdivision
administrative de Lomé *Président*

M.M. Berthon, agent des travaux publics à Lomé représentant de l'administration,	} <i>Membres</i>
Tamakloe Théophile, président du conseil des notables à Lomé,	
Olympio Sylvanus, agent de commerce à Lomé représentant les concessionnaires,	

Les concessionnaires eux-mêmes, se réunira sur place à Ahanoukopé, sur convocation de son président, à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur certains lots du lotissement d'Ahanoukopé, occupés respectivement par les nommés : Akouésson François (lot n° 18), Wilson Jean Edouard (lot n° 25), Virissimo Robert (lot n° 66), Wilson Edouard Vignon (lot n° 99).

Il sera dressé pour chaque opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1113, déposée le 12 février 1940 le sieur Hagbonon August Foli Ecoué, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain

ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édifée une maison en briques de ciment couverte en tôle à usage d'habitation avec dépendances, d'une contenance totale de 5 ares 34 centiares situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho et borné au nord par terrain à la Wesleyen Mission, titre 110 d'Anécho, et un terrain domanial, à l'est par terrain à Kuadjovi Quamvi, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Amouzou Ecoué Hagbonon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1114, déposée le 13 février 1940 le sieur Godwing Adeli Amegblé Apegbé, profession de tailleur-cultivateur, demeurant et domicilié à Tsévié, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de co-propriétaire et de représentant de la collectivité familiale issue du feu Eklou Amegblé Apegbé composée ci-après :

1° — Godwing Adeli Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 31 ans à Tsevié;

2° — Eklou Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 56 ans à Tsevié;

3° — Kuwami Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 34 ans à Tsevié;

4° — Kokoté Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 42 ans à Tsevié;

5° — Ayawo Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 33 ans à Tsevié;

6° — Akozonou Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 32 ans à Tsevié;

7° — Emmanuel Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 23 ans à Tsevié;

8° — Samuel Aladé Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 29 ans à Tsevié;

9° — Péli Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 38 ans à Tsevié;

10° — Yovo Amegblé Apegbé, cultivateur âgé de 28 ans à Tsevié; a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, portant deux constructions en terre de barre couvertes en tôle, à usage d'habitation, d'une contenance totale de 1 hectare 59 ares 66 centiares, situé à Tsévié, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par terrains à Agordo Medjakou, Arnold Ahiatsi et la route de Gati, à l'est par terrain à Pasteur Andreas Aku, au sud par la route de Lomé, et à l'ouest par terrain domanial.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité susvisée et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1115, déposée le 14 février 1940 le sieur Félix Foli Adamah, profession de commerçant-propriétaire, demeurant à Lomé, cercle dudit, et domicilié à Porto-Seguro, cercle d'Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une petite construction à usage d'habitation, d'une contenance totale de 7 ares 53 centiares situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé connu sous le nom du Grundbuch feuillet n° 114, borné au nord par terrain à Pierre Adjamgba, à l'est par terrain à John S. Foly, au sud par terrains à Paul Lassey et Stanislas S. Adotévi, à l'ouest par la rue d'Italie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Ledit terrain a été vendu depuis très longtemps à un nommé Félix Gharthey, en son vivant employé de commerce à Palimé, ledit sieur Félix Gharthey est décédé à Lomé le 26 septembre 1936 et a laissé pour seuls héritiers ses trois enfants ci-après nommés savoir :

1° — Grace Gharthey, âgée de 19 ans;

2° — Alfred Gharthey, âgé de 15 ans;

3° — Hubert Gharthey, âgé de 12 ans;

Il requiert au conservateur de la propriété foncière la mutation totale de cet immeuble au nom des susdits héritiers de feu Félix Gharthey sur le vu de pièces ou titres établissant leur droit d'hérédité.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 27 mars 1940, à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Tokouen, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 18 ares 81 centiares, et borné au nord par terrain à Zankou-Kossi, à l'est par terrain à Kougbadji Hlin, au sud par la route circulaire, à l'ouest par terrain à Kougbadji Hlin, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Doe Robert, profession d'aide-pharmacie; demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son

nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 1^{er} décembre 1939, n° 1110.

Le vendredi 29 mars 1940 à neuf heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Ellah, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent des cases en ruines, d'une contenance de 4 ares 24 centiares et borné au nord, au sud et à l'ouest par terrain à la Mission Catholique, titre III d'Anécho, à l'est par la rue de la Mission, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Afatchao Hlamè, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Vokutimé, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire des consorts Sewoa Akowi Sakplato, suivant réquisition du 3 novembre 1939 n° 1109.

Le vendredi 29 mars 1940 à quatorze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 48 ares 86 centiares et borné au nord par la route de Grand-Popo, à l'est par terrain à Kpakpo, au sud par la propriété de Dominique Kuevidjen, à l'ouest par terrain à Amouzou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alfred Amuzu Ameziah, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 9 décembre 1939, n° 1111.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Annouces

Le Conseil de la famille de feu John Afolo Apaloo informe tous intéressés que Madame Agatha Apaloo a été désignée comme chef de famille de la collectivité en remplacement de Michel Comlan Apaloo destitué de ses fonctions par jugement du 21 février 1939 du tribunal du deuxième degré de Lomé.

En conséquence tous actes relatifs aux biens de la collectivité John Afolo Apaloo ne seront valables que s'ils ont été passés par Madame Agatha Apaloo, chef de famille agissant au nom de la collectivité.

Service de timbres-postes pour œuvres nationales et de bienfaisance

Avranches, le 30 septembre 1939.

Il est fait un pressant appel à tous et principalement aux banques, négociants et industriels de ne point rejeter et négliger les timbres-postes de leur courrier, mais au contraire les recueillir et les conserver.

Ces timbres seront vendus et le produit de cette vente sera destiné à alimenter les caisses de diverses œuvres nationales et de bienfaisance françaises.

Entre autres : *La Croix Rouge, Mutilés et orphelins de la Guerre.*

Prière d'adresser ces envois à :

Monsieur Emile LANOS
Pharmacien

AVRANCHES (Manche) FRANCE

BULLETIN
PLUVIO

Décembre 1939

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	ANLAMÉ
1			10,3	25,2	2,4		1,0	1,5				12,0					3,8
2					G						37,0		15,4				
3					G				3,0								
4												G					
5				12,2			30,0	0,5	G	G	53,9	29,9	20,8	6,4	25,5	24,2	
6					26,3	7,0	11,5			16,2							
7																	
8																	
9																	
10	18,0	19,6	2,1	22,2		3,0	24,5	2,5	27,5			26,6	16,6				
11								65,0									
12																	
13				15,8													
14																	
15												4,5					
16													9,3				
17									2,7								
18																	
19																	
20																	
21																	
22																	
23													6,8				
24																	
25																	
26				56,6							63,1	2,5		2,0		7,0	
27													1,2			2,0	3,7
28																	22,8
29								5,0									
30													9,8	G	4,2		
31												G		10,0	3,1		
TOTAL	18,0	19,6	12,4	132,0	28,7	10,0	67,0	74,5	33,2	16,2	154,0	74,6	79,9	18,4	32,8	33,2	30,3
Chute totale de l'année 1939	609,4	444,6	722,2	1366,7	1240,5	900,3	1007,0	1240,3	1195,0	1302,5	1777,3	1554,5	2172,7	1297,8	1502,2	1083,4	2019,5

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽⁶⁾

Décembre 1939

ATAKAMÉ	OKOU	KLABÉ	YEGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
22,6	11,9	2,6		4,5	1,0											1
																2
																3
																4
																5
																6
																7
																8
																9
																10
																11
																12
																13
																14
																15
																16
																17
																18
																19
																20
																21
																22
																23
																24
																25
		25,7														26
6,2	4,9															27
		5,6			6,9		28,0	35,2		3,6						28
30,4	9,5	6,9		5,6	5,3	1,3	1,0		2,6	0,8		G				29
	0,2					0,6	G		8,4	26,2			39,5			30
22,8	2,4				5,2			0,4								31
82,0	28,9	40,8	0,0	10,1	18,4	1,9	29,0	35,6	11,0	30,6	0,0	G	39,5	0,0	0,0	TOTAL
1855,9	1872,9	1585,8	1492,0	1285,7	1474,9	1098,1	1058,8	1808,8	1239,8	1734,9	1579,4	1570,8	1235,2	1258,3	1098,4	Chute totale de l'année 1939

Climatologie ⁽¹⁾

DÉCEMBRE 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	12,6	26,4	79	96,9	25,5	90	71,5	27,2	75	85,8	27,0	83	63,3		83	66,9	25,0	54	25,1	23,8	35	63,7	25,9	22	97,1	25,0	17
2	11,8	26,1	80	96,7	27,2	71	71,4	26,4	80	85,1	27,3	82	62,9		77	67,4	25,1	60	24,7	23,5	23	64,2	26,3	22	96,3	24,2	21
3	10,6	26,3	82	95,8	28,1	83	70,5		35	84,3	27,7	74	62,5		57	67,7	25,5		23,7	24,0	23	63,3	26,6	22	98,9	25,8	19
4	09,9	26,4	82		28,6	67	70,2	27,2	65	83,5	28,7	71	61,8		57	65,4	26,3	36	23,6	25,1	23	62,3	26,2	22	95,7	26,7	17
5	10,9	27,5	71	95,9	28,6	62	71,0	27,4	59	84,5	28,0	71	62,2		77	66,0	26,9	40	23,6	25,0	27	62,5	27,5	25	96,6	27,7	22
6	11,5	26,5	80	96,7	27,9	75		27,6	68	81,7	27,7	74	62,9		82	66,9	27,5	47	24,3	25,0	32	63,1	28,3	40	97,1	28,5	36
7	12,2	25,9	70	97,3	26,5	78	71,4	26,9	73	85,5	26,8	76	63,1		80	66,8	26,9	50	24,5	25,2	57	63,1	27,4	44	97,5	26,9	61
8	11,0	26,3	80	96,6	27,8	60	71,5	27,5	56	85,0	27,4	76	63,0		79	66,0	26,9	35	24,7	25,2	29	63,8	27,4	31	97,5	26,0	39
9	11,1	26,9	79	95,8	27,6	70	70,6	27,6	61	84,3	27,9	73	62,6		78	67,8	26,5		25,1	26,1	20	62,7	27,6	22	97,3	27,5	
10	11,0	28,4	73	95,7	27,8	71	70,9	26,4	66	84,1	25,8	78	62,9		52	68,3	25,0		24,0	24,1	60	61,9	27,7	30	97,1	24,7	41
11	10,6	25,3	81	95,8	26,6	79	71,4	26,5	73	84,9	27,9	97				67,8	26,8	50	24,7	24,9	41	63,7	27,2	26	97,3	25,5	42
12	09,9	25,8	84	95,7	26,2	71	70,9	27,2	63	83,7	26,3	73	61,8		70	67,4	26,5	40	23,5	24,8	30	62,5	27,2	29	97,1	25,5	26
13	09,5	26,6	85	95,1	27,5	73	70,5	27,8	68	83,3	26,6	75	61,1		77	60,5	26,0	54	22,9	25,3	58	61,9	27,0	33	96,5	27,8	28
14	09,7	20,5	86	94,1	27,3	83	70,5	27,6	61	83,1	20,9	80	60,5		74	65,1	26,9	58	22,0	25,2	60	61,1	28,2	49	90,1	27,0	58
15	09,0	26,4	85	93,9	26,6	74	69,8	27,7	58	83,3	27,7	77	61,0		74	64,7	27,2	56	22,7	25,8	61	60,9	28,3	57	98,9	28,5	64
16	09,0	27,0	85	92,7	28,9	72	69,7	28,5	57	82,9	27,6	79	60,6		79	64,9	28,0	49	22,5	26,0	30	60,3	28,8	20	95,7	28,4	37
17	10,3	26,7	87	94,1	28,2		69,1	28,5	62	83,9	27,7	83	61,9		70	67,5	27,1		23,9	26,0	63	61,8	28,9	36	96,5	20,7	37
18	11,0	27,3	84	94,9	28,7	61	72,1	27,6	61	85,1	27,8	75	63,1	25,2	68	69,0	27,2	50	25,1	26,2	4	63,9	27,7	14	96,9	27,6	
19	10,5	26,7	81	94,1	26,1	73	73,9	25,4	53	81,6	26,3	79	62,2		72	68,1	27,5	34	24,8	27,0	10	62,3	28,5	15	95,3	27,5	10
20	10,5	27,2	84	93,9	28,0	75	73,5	26,5	73	84,3	27,7	75	62,2		73	67,3	26,7	41	23,5	26,2	49	62,1	27,9	37	98,1	27,6	24
21	10,1	27,0	83	93,8	28,6	71	72,9	26,7	59	83,8	26,6	69	62,2	26,0	71	68,1	26,8	40	24,0	24,6	57	62,3	27,4	51	95,8	25,5	51
22	10,3	27,0	87	94,4	28,7	73	72,7	26,9	58	83,5	26,8	71	62,1	27,2	73	68,9	27,2	34	23,9	27,4	30	62,3	28,2	29	95,8	27,0	17
23	11,4	27,0	88	95,4	28,6	80	73,3	27,2	67	85,0	28,8	72	63,8	27,2	74	69,0	27,5	41	24,7	26,1	28	63,1	27,9	24	96,6	26,5	7
24	12,9	27,0	92	96,7	29,4	67	74,2	27,0	60	84,7	26,5	67	65,4	27,1	74	70,3	27,3		24,8	26,4	17	64,2	27,4	21	97,5	25,1	26
25	11,5	26,7	86	95,5	29,0		73,8	28,2	70	84,5	28,1	63				68,2	27,4	56	23,5	26,2	42	63,8	27,6	30	96,6	26,0	13
26	10,5	26,8	78	94,4	29,0	81	72,6	27,8	73	83,9	28,8	96				65,8	27,0	34	23,5	26,2	44	62,6	28,0	22	95,3	26,5	34
27	10,6	26,2	81	94,3	24,3		72,9	27,5	69	84,3	26,0	72	63,3		71	66,2	27,0	53	21,0	25,0	60	62,3	27,1	43	95,3	28,0	49
28	11,9	26,4	80	95,0	26,3	69	73,5	27,1	68	85,4	26,5	69	64,2	26,4	70	67,1	27,0	62	23,9	25,3	69	63,0	27,8	50	95,8	27,5	50
29	11,7	27,1	85	95,3	28,5	79	74,1	27,4	72	85,4	26,8	71	64,3	26,0	77	67,4	26,0	57	25,2	24,1	70	63,0	28,2	54	95,7	28,4	54
30	11,0	26,0	87	94,7	26,9	69	72,7	26,0	78	84,7	26,5	79	63,7	26,5	78	67,5	26,0	56	24,7	23,4	74	63,1	27,9	57	95,7	28,7	53
31	10,7	26,7	88	94,7	29,0	61	72,1	27,2	68	84,5	27,0	69	63,5	20,5	77	68,2	27,1		21,7	24,6	73	63,5	27,3	43	96,2	27,0	31
Moy	10,9	26,6	83	95,3	27,7	73	71,8	27,2	65	84,3	27,2	77	62,6	26,3	74	67,3	26,8	48	24,0	25,3	38	62,7	27,6	33	96,3	26,9	35

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %